Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JANVIER 1899.

Projet de loi créant une quatrième chambre à chacun des tribunaux de commerce de Bruxelles et d'Anvers.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux délibérations des Chambres législatives un projet de loi créant une quatrième chambre à chacun des tribunaux de commerce d'Anvers et de Bruxelles, et augmentant le personnel de chacun de ces tribunaux d'un vice-président, de six juges effectifs et d'un greffier adjoint.

Les statistiques des travaux de ces deux juridictions, pour l'exercice 1897-1898, accusent que le nombre des causes restant à juger à la fin de la dernière année judiciaire était de 1575 au tribunal d'Anvers et de 1437 au tribunal de Bruxelles.

Les mêmes statistiques indiquent que, des deux côtés, l'arriéré va en progressant depuis l'année 1895-1896, malgré la grande activité déployée par les deux tribunaux et la tenue, de part et d'autre, de nombreuses audiences supplémentaires.

Ce fait démontre que tout le dévouement du personnel actuel est devenu impuissant à améliorer un état de choses qui menace de s'aggraver de plus en plus.

La mesure qui vous est proposée peut seule y apporter un remède efficace.

La création d'une quatrième chambre se justifie d'ailleurs par la situation toute particulière à laquelle les deux tribunaux de commerce d'Anvers et de Bruxelles ont à faire face.

Le premier est fréquemment saisi d'affaires maritimes qui présentent des difficultés de fait et de droit souvent considérables.

C'est devant le second que se plaident la plupart des affaires dans lesquelles sont intéressées les grandes sociétés financières, industrielles ou commerciales du pays, affaires non moins épineuses que les causes maritimes.

Ces deux catégories de procès absorbent toujours de nombreuses audiences. Le tour de plaidoirie des affaires ordinaires s'en trouve notablement retardé, et celles-ci finissent par s'accumuler en nombre considérable sur les rôles.

L'adoption du projet qui vous est présenté permettrait de renvoyer devant les chambres nouvelles tous les litiges susceptibles de longs débats.

Les autres causes pourraient ainsi arriver à la barre dans un délai normal après leur introduction.

L'instruction de ces affaires en serait souvent simplifiée et facilitée, et les intérêts des justiciables ne seraient plus laissés en souffrance.

Le Ministre de la Justice,

V. BEGEREM.

(3)

PROJET DE LOI.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé une quatrième chambre à chacun des tribunaux de commerce séant à Anvers et à Bruxelles.

Art. 2.

Le personnel de chacun desdits tribunaux est augmenté d'un vice-président, de six juges effectifs et d'un greffier adjoint.

Donné à Laeken, le 12 janvier 1899.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

V. BEGEREM.

WETSONTWERP.

LEOPOLD II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, uit Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het ontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EEN.

Er wordt bij iedere der handelsrechtbanken, zitting houdende te Antwerpen en te Brussel, eene vierde kamer opgericht.

ART. 2.

Het personeel van iedere dier rechtbanken wordt vermeerderd met eenen onder-voorzitter, zes werkelijke rechters en een toegevoegd griffier.

Gegeven te Laeken, den 12ⁿ Januari 1899.**LEOPOLD.**

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Justitie,***V. BEGEREM.**